**Quels marchés pour quel développement en Afrique subsaharienne ?**

Amougou et Ngo Yyemb 2020

1. **Introduction : contexte, problématique, plan et méthode**
   1. **Quelques éléments de contexte**

L’Afrique Subsaharienne (AS) reste sous-développée suivant les indicateurs internationaux du développement économique, politique, social et humain. Après près d’un siècle de colonisation européenne (1800-1960), l’AS a accédé à l’indépendance en 960. Elle a, de 1960 à 1980, fait de l’État l’acteur pilote d’un développement déjà assimilé à « une mission civilisatrice » via une modernisation sous-tutelle de l’État colonial.

Suite à la faillite du modèle de l’État-développeur (1960 - 1980), la Dynamique de l’Ajustement Structurel (DAS) est, depuis 1980, le cadre analytique, politique et idéologique à travers lequel ce continent est censé retrouver les sentiers du développement. Au centre de cette DAS se trouve le Marché au sens néoclassique de ce terme. C’est-à-dire une instance économique considérée comme une estimation sans biais des sociétés africaines dont les cultures, les histoires et les identités ne comptent plus dans l’analyse du développement et sa réalisation.

Ne sont désormais dignes d’intérêt que des simulations politiques faites à l’aune du paradigme du Marché. Ce dernier devient par conséquent une institution post-historique, post-culturelle, postanthropologique et post-temporelle parce que naturel et donc universel (Cangiani et Maucourant, 2017).

Cela étant, pour enclencher « le bon développement », l’AS est poussée à mettre le Marché en oeuvre afin de bénéficier de ses vertus dans l’amélioration du bien-être de ses populations. Il en résulte que l’objectif central de la DAS est de faire de l’AS une société de marché compatible avec le Marché néolibéral, seul susceptible de réaliser « le bon développement » largement assimilé à une occidentalisation (Harisson, 2010).

Force est cependant de constater, d’une part, que la DAS est un fiasco économique et un désastre en matière de développement social et humain depuis 1980 (Peemans, 2002 ; Stiglitz, 2002 ; Rodrik, 2006 ; Krugman, 2009 ; Amougou, 2010) et, d’autre part, que les sociétés africaines sont marquées par l’omniprésence et l’essor des marchés populaires urbains et périurbains où s’active à améliorer ses conditions d’existence la majeure partie de leurs populations (Ayimpam, 2010 ; Ngo Nyemb, 2017 ; Amougou, 2018).

D’un côté, il en résulte que ce que la pensée occidentale a conçu comme pratiques « développantes » depuis l’État-colonial puis comme développement à partir de 1945, n’arrive toujours pas à répondre aux demandes populaires de développement réel. De l’autre, ce que l’économie politique occidentale entend par Marché est sans cesse contesté par le réel et battu en brèche par des marchés populaires au fonctionnement plus adapté aux cultures subsahariennes. Un statu quo politique en matière de paradigme officiel de développement est cependant constaté. D’accord ! Lequel ?

La preuve en est que la DAS dont les métamorphoses ont donné naissance à de multiples programmes — FAS (Facilités d’Ajustements Structurels), FASR (Facilités d’Ajustements Structurel Renforcées), Ajustement structurel à visage humain, IADM (Initiative pour l’Annulation de la Dette du Tiers-Monde), PPTE (Pays Pauvres très Endettés) —, est de nouveau en place en AS dans sa formule initiale des années 1980. L’AS semble donc tourner en rond en matière de politiques de développement car les problèmes à résoudre par la DAS en

2018 sont exactement les mêmes que ceux qu’elle était censée résoudre en 1980. L’AS se trouve donc dans un contexte de déficit de développement réel caractérisé par le fait que la DAS n’y entraîne point une amélioration effective des conditions de vie des populations subsahariennes.

**Problématique et plan**